

Source : <https://www.bastamag.net/accord-sur-le-climat-une-alliance-de-villes-americaines-defie-Trump>

Téléchargement 16 06 2017

# Accord sur le climat : une alliance de villes américaines défie Trump

par [Sophie Chapelle](#)



La résistance des villes américaines poursuit sa dynamique. Suite à l'annonce de Donald Trump le 1er juin de retirer les États-Unis de [l'accord sur le climat signé à Paris fin 2015](#), les gouverneurs démocrates des États de New York, de Californie et de Washington ont annoncé qu'ils formaient une « alliance pour le climat ». Ils s'engagent à atteindre l'objectif américain de réduction des émissions de gaz à effet (26 à 28 % en moins d'ici à 2025 par rapport à 2005). Au total, neuf États, ainsi que Porto Rico, sont devenus membres de cette Alliance [1]. Des représentants de dix États et du District de Columbia se sont par ailleurs engagés à suivre l'Accord de Paris, sans rejoindre officiellement l'alliance [2].

Dans l'ensemble du pays, 298 villes et comtés ont signé le programme national d'action climatique des maires, qui affirme leur engagement à réduire les émissions au niveau local [3]. Le 6 juin, Hawaï est ainsi devenu le premier État à adopter une loi s'engageant à respecter les objectifs de l'Accord de Paris [4]. Une dynamique appuyée par les mouvements sociaux américains : « *Il est temps de continuer à se mobiliser pour l'action climatique aux niveaux local et régional, dans le prolongement des efforts menés par les communautés en première ligne des crises climatiques et économiques* », [écrit](#) notamment Grassroots Global Justice Alliance.

## Contre-révolution énergétique

Donald Trump n'a pas attendu d'annoncer la sortie de l'Accord de Paris pour mener une contre-révolution énergétique. Outre la nomination du climatocéptique Scott Pruitt à la tête de l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) [5], les fonds alloués à l'Agence ont été réduits de près d'un tiers. La Maison blanche envisagerait également de réduire drastiquement les programmes de recherche scientifique de l'EPA, selon un rapport établi par d'anciens membres du personnel [6].

A cela s'ajoute la fin de la participation américaine au Fonds vert de l'ONU pour le climat et la volonté de supprimer nombre de réglementations fédérales sur l'environnement. Fin mars, Donald

Trump a signé un décret ordonnant un réexamen de la mesure phare de son prédécesseur Barack Obama sur le climat, le « Clean Power Plan », qui impose aux centrales thermiques des réductions de leurs émissions de CO2. « *Nous produirons du charbon américain pour faire fonctionner les industries américaines* », justifiait-il.

### **Double discours des multinationales**

Du côté des grandes entreprises, les déclarations se sont multipliées après l'annonce de Donald Trump. Elon Musk, le PDG des voitures Tesla et des fusées Space X, a ainsi claqué la porte de la Maison-Blanche, où il conseillait le président. « *Le changement climatique est quelque chose de réel. Quitter l'Accord de Paris n'est pas bon pour l'Amérique et le monde* », [a-t-il écrit](#). Chez les pétroliers, ExxonMobil a affirmé que « *cet accord était un pas important pour relever le défi mondial de la réduction des émissions* », Chevron rappelle que cet accord « *était un premier pas vers un cadre international* ». Alors que la sortie de l'accord par le gouvernement est une manière de confier la gestion du changement climatique au secteur privé, peut-être faut-il rappeler cet élément essentiel : deux tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre accumulées dans l'atmosphère depuis le début de la révolution industrielle sont causées par seulement... [90 entreprises !](#)



Quelles sont les compagnies qui provoquent le réchauffement climatique ? Infographie du Guardian (cliquer sur l'image).

D'autres acteurs contribuent à aggraver la crise climatique. A ce jour, la Russie n'a toujours pas ratifié l'Accord de Paris, Vladimir Poutine ayant annoncé que la décision ne serait pas prise avant janvier 2019. Or, l'Accord de Paris ne donne aucun pouvoir légal aux institutions internationales, aux États et aux citoyens pour poursuivre et sanctionner les décisions « climaticides ». Dans un [communiqué](#), l'association Attac appelle à « *œuvrer pour que des sanctions internationales soient rendues possibles en matière de climat et ne pas laisser à l'OMC, au FMI et aux traités commerciaux le privilège de*

*disposer de puissants pouvoirs coercitifs. D'ici là, toutes les formes de sanctions internationales à notre disposition (boycott citoyen, rétorsions commerciales et diplomatiques) doivent pouvoir être mobilisés ».*

Carte de Une : villes américaines engagées à atteindre les objectifs climatiques de l'accord de Paris, 8 juin 2017. [Source](#)

## Notes

[1] Connecticut, Delaware, Hawaii, Massachusetts, Minnesota, Oregon, Rhode Island, Vermont et la Virginie. [Voir ici](#)

[2] Voir la carte de [National Geographic](#)

[3] Voir le site [climate-mayors.org](http://climate-mayors.org)

[4] Voir cet article du [New York Times](#)

[5] Scott Pruitt avait engagé des dizaines de procédures judiciaires contre cette même agence, en tant que procureur de l'Oklahoma, pour défendre les intérêts de l'industrie pétrolière : [voir notre précédent article](#)

[6] Voir l'enquête de [Mother Jones](#)